



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

4^e trimestre 2024

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

4^e trimestre 2024

- En Île-de-France, au 4^e trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 2,7 % en catégories A, B, C
- Le taux de chômage augmente de 0,1 point au 3^e trimestre 2024, à 7,0 % de la population active
- L'emploi salarié augmente de 0,3 % au 3^e trimestre 2024
- Le nombre de procédures de PSE et RCC augmente entre le 3^e trimestre 2024 et le 4^e trimestre 2024

Avertissement: Entre octobre et novembre 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C, sans modifier le nombre total de demandeurs d'emploi en catégories ABC.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- L'expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) initiée en avril 2023 a été élargie en mars 2024. Elle porte désormais sur 47 territoires de France dont quatre sont situés en Île-de-France (en Essonne, dans les Yvelines, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne). Fin juillet 2024, cette expérimentation concerne, dans toute la France, environ 38 700 personnes dont 26 000 sont orientées vers un parcours emploi ou socio-professionnel.
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi seront systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, à partir de la publication portant sur le 1er trimestre 2025, deux nouvelles catégories statistiques seront créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.
- La prochaine publication sera disponible en mai 2025 et portera sur le premier trimestre 2025. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 17 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 18 : L'emploi salarié

Page 19 : L'emploi salarié par secteur

Page 20 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 21 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 22 : Les demandes d'activité partielle

Page 23 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 007 910 en moyenne au *quatrième trimestre 2024*. Parmi eux, 625 840 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 2,7 % sur le trimestre et de 4,0 % sur un an. Sur le trimestre, la demande d'emploi des hommes augmente un peu moins fortement que celle des femmes. Toutes les catégories d'âge voient leur demande d'emploi augmenter, mais cette hausse est bien plus forte pour les moins de 25 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 3,2 % au *quatrième trimestre 2024* et de 4,7 % sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux de la gestion, administration des entreprises, ceux du commerce et ceux de la communication, information, art et spectacle. Au contraire, ceux des services aux particuliers et aux collectivités contribuent à compenser cette hausse.

Le taux de chômage au sens du BIT augmente au *troisième trimestre 2024*, s'établissant à 7,0 % de la population active, contre 7,2 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail diminue fortement au *quatrième trimestre 2024* (-13,8 % après +6,2 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 35 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *quatrième trimestre 2024*. C'est moins qu'au trimestre précédent (38) et qu'au *quatrième trimestre 2023* (42).

Emploi

Au *troisième trimestre 2024*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche s'élève à près de 2,3 millions en Île-de-France, soit 2,6 % de plus qu'au *troisième trimestre 2023*.

Au *troisième trimestre 2024*, l'emploi salarié augmente (+0,3 %).

Au *troisième trimestre 2024*, avec à peine 5 000 salariés de plus, le nombre d'emplois dans le secteur privé est quasi stable (+0,1 %) par rapport au deuxième trimestre 2023.

Le nombre d'intérimaires diminue de 1,1 % au *troisième trimestre 2024*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *quatrième trimestre 2024*, 808 autorisations d'activité partielle ont été demandées par près de 800 établissements.

Au *quatrième trimestre 2024*, 76 plans de sauvegarde de l'emploi et 13 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Plus de 5 300 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région. Ces chiffres sont en augmentation par rapport au trimestre précédent (4 050).

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 4^e trimestre 2024

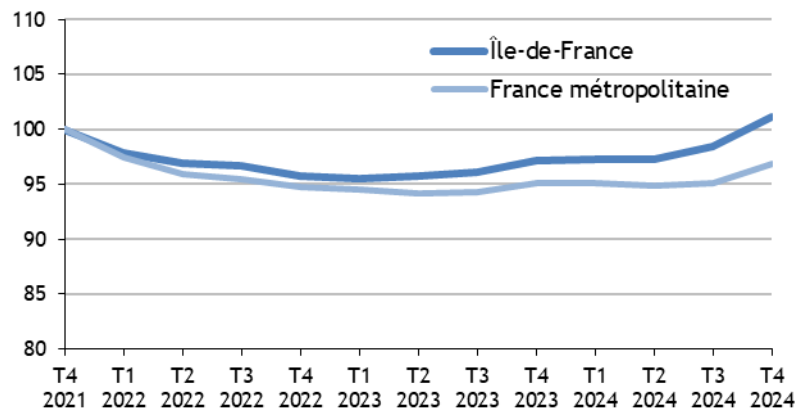
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 4^e trimestre 2024 augmente de 5,0 % en catégorie A et de 2,8 % en catégories A, B, C (respectivement +5,0 % et +4,0 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) diminue (-1,0 % après +2,4 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories diminue de 0,9 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi diminue de 1,7 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et de 0,6 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

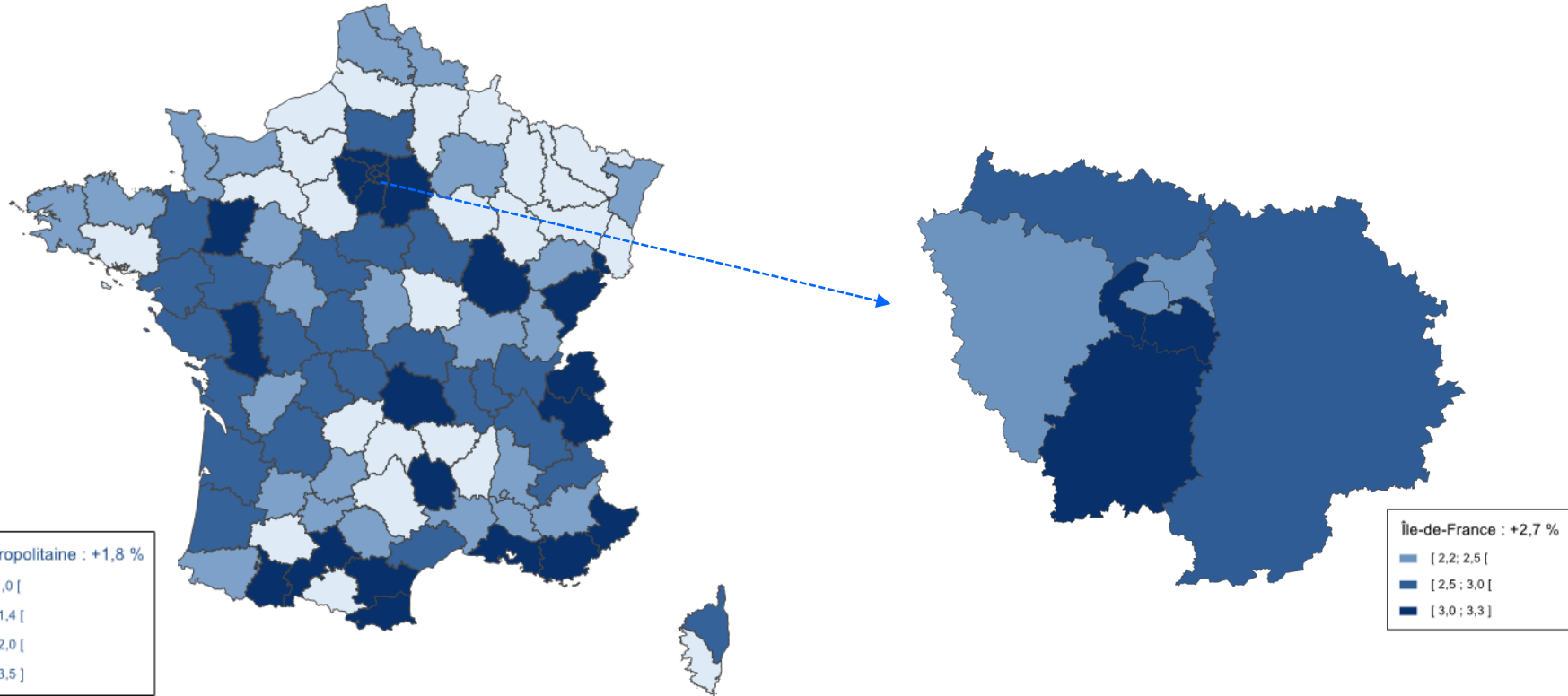
Données CVS-CJO 4e trimestre 2024	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	112 890	4,8	4,3	195 090	2,3	3,3
Seine-et-Marne	66 890	4,4	7,0	109 640	2,7	5,5
Yvelines	63 980	4,6	5,3	103 430	2,5	4,6
Essonne	57 140	6,3	6,3	92 340	3,3	3,4
Hauts-de-Seine	75 740	5,8	7,8	119 980	3,0	6,3
Seine-St-Denis	112 610	4,4	3,6	173 360	2,3	3,1
Val-de-Marne	70 790	5,6	4,8	110 960	3,1	3,9
Val-d'Oise	65 810	5,1	2,7	103 120	2,7	2,9
Île-de-France	625 840	5,0	5,0	1 007 910	2,7	4,0
France métr.	2 927 770	4,0	3,7	5 215 830	1,8	1,8

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trimestre 2021)



Avertissement: Entre octobre et novembre 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C, sans modifier le nombre total de demandeurs d'emploi en catégories ABC.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 3^e trimestre 2024 et le 4^e trimestre 2024
(en %, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 4^e trimestre 2024 (catégories A, B, C)

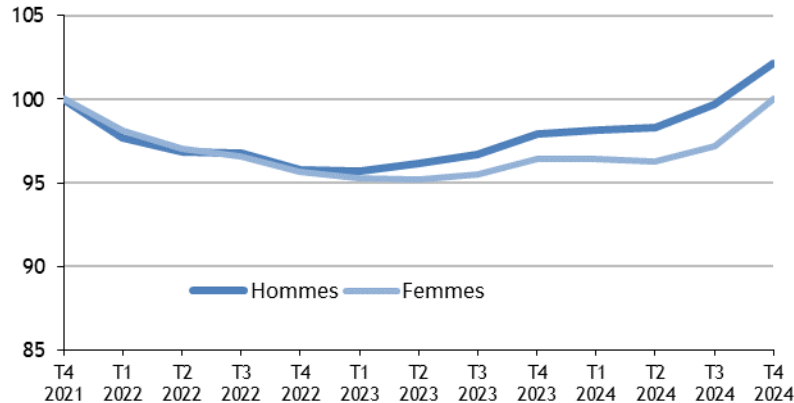
Sur le quatrième trimestre 2024, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 2,5 % pour les hommes et de 2,9 % pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 3,7 % tandis qu'elle n'augmente que de 1,3 % en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 4,3 % (1,8 point de plus qu'en France métropolitaine).

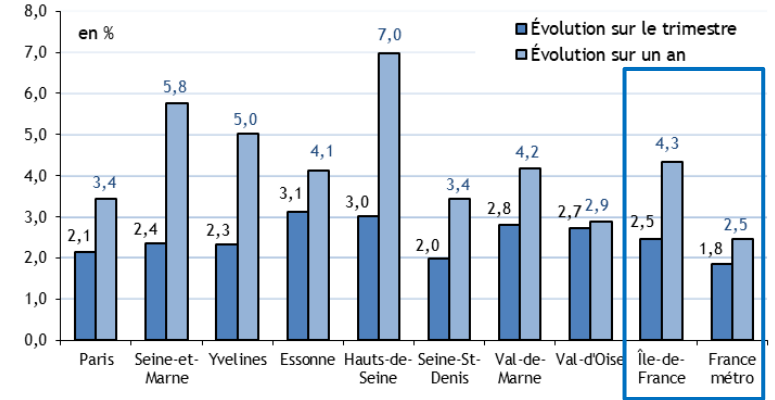
Pour les femmes comme pour les hommes, c'est dans les Hauts-de-Seine que l'augmentation annuelle est la plus importante.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

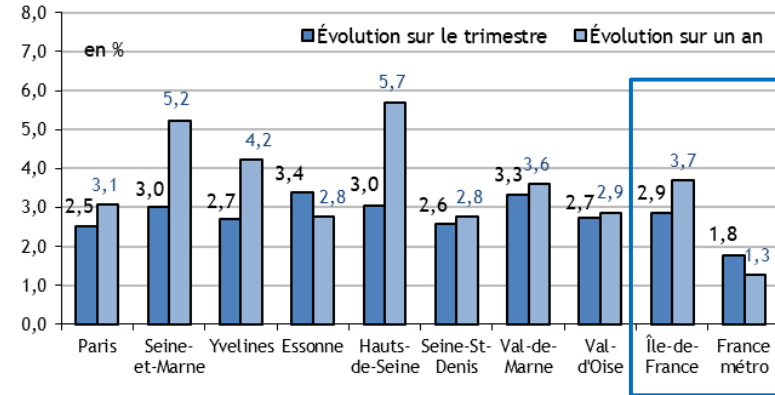
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim 2021)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 4^e trimestre 2024 (catégories A, B, C)

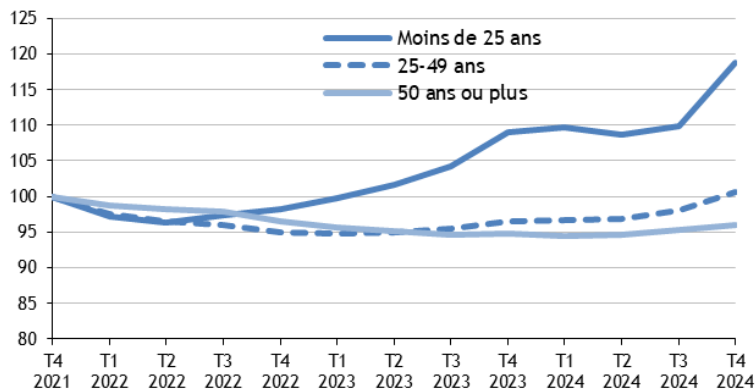
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 8,1 % pour les moins de 25 ans, de 2,6 % pour les 25-49 ans et de 0,7 % pour les 50 ans et plus.

Sur un an, la demande d'emploi des plus jeunes augmente également fortement (+9,0 %). Cette augmentation est particulièrement marquée dans les Hauts-de-Seine.

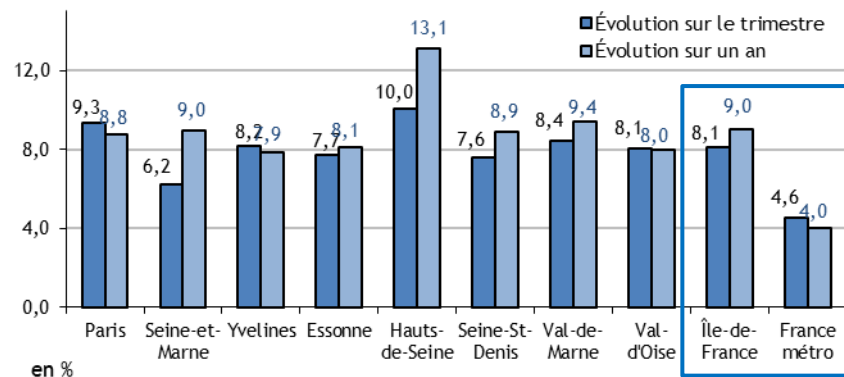
Le nombre de demandeurs d'emploi seniors ralentit légèrement sa hausse ce trimestre et leur poids diminue de 0,5 point (26,6 %) parmi l'ensemble des demandeurs. Cette part reste toutefois nettement supérieure à son niveau d'avant 2010 (de près de 10 points).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

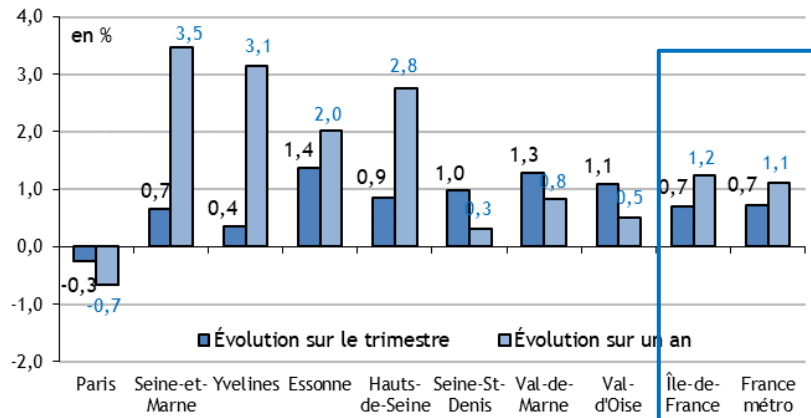
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim 2021)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 4^e trimestre 2024

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente au quatrième trimestre 2024 (+1,9 % après +1,1 %), mais bien moins que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an (+3,2 %). Les demandeurs de longue durée représentent 42,4 % des demandeurs franciliens, 0,3 point de moins qu'au trimestre précédent et 0,4 points de moins qu'il y a un an.

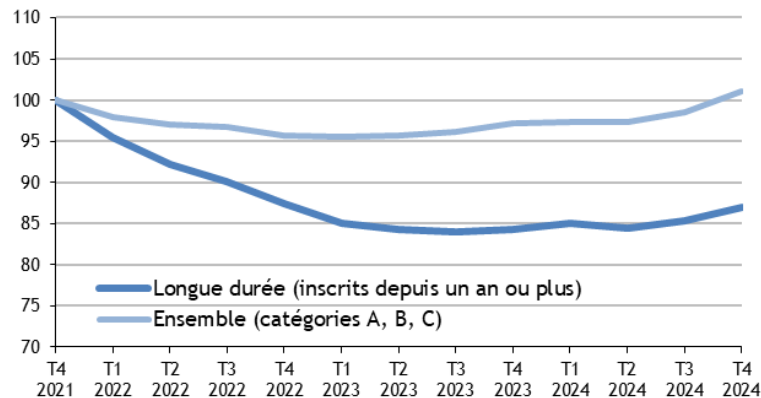
Au 2^e trimestre 2024, la durée d'inscription à France Travail, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 309 jours, en hausse de 6 jours par rapport au 1^{er} trimestre 2024*.

Au quatrième trimestre 2024, 12,8 % des demandeurs d'emploi ont des droits payables au RSA en Île-de-France, soit 0,2 point de plus qu'il y a un an. Sur cette même période, leur nombre augmente de 4,7 % en Ile-de-France, soit 1 point de plus qu'en France métropolitaine (cf. note méthodologique page 3 sur l'expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA)

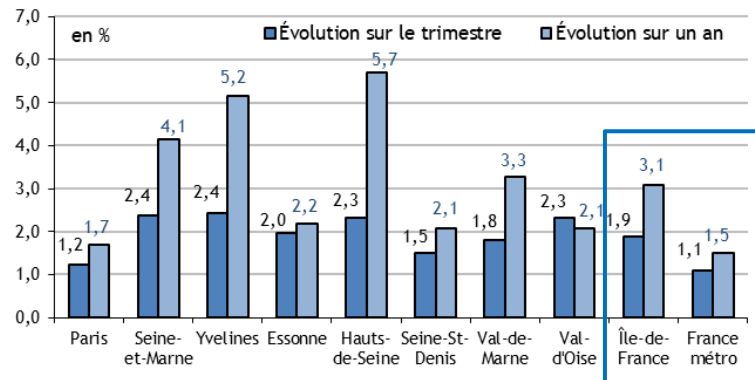
* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit, en moyenne, plus de 10,3 mois consécutifs à France Travail - « Durée de chômage (2^e trimestre 2024) », Statistiques et indicateurs, février 2025, France Travail.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métr.
4e trim. 2024	11,3	13,4	12,7	10,8	12,0	16,5	12,9	11,9	12,8	13,3
4e trim. 2023	11,5	12,3	12,1	10,7	12,4	15,8	12,8	11,9	12,6	13,4

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim 2020)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché* au 4^e trimestre 2024 (catégories A, B, C)

Au quatrième trimestre 2024, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente dans la majorité des domaines professionnels.

Sur le trimestre, les métiers de la gestion, administration des entreprises enregistrent la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+7,0 %), suivis des métiers de la santé, action sociale, culturelle et sportive (+5,9 %) , du bâtiment, travaux publics (+5,0 %) et du commerce (+4,9 %). Ces quatre familles de métiers contribuent à près de 90 % de la hausse totale compte tenu de leur poids dans l'ensemble de la demande.

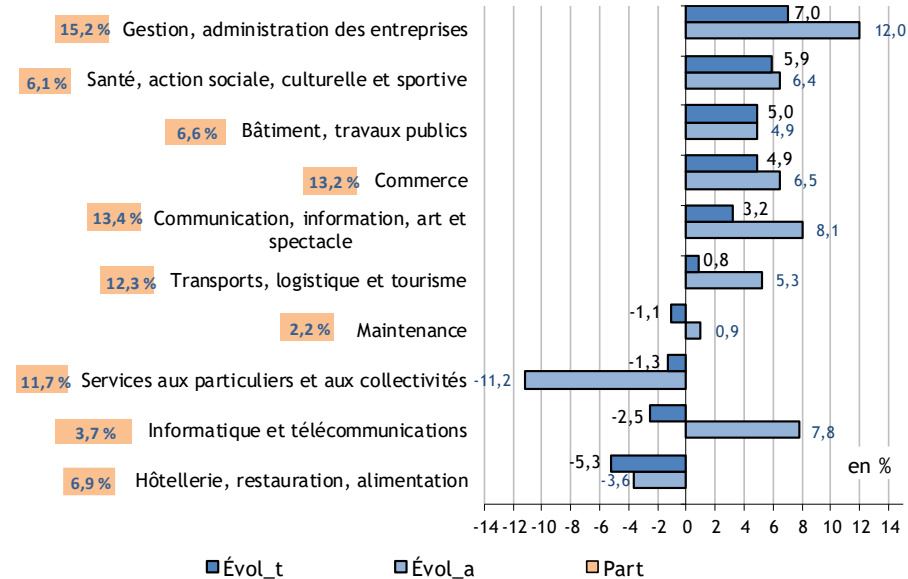
A l'inverse, les métiers de l'hôtellerie, restauration, alimentation ceux de l'informatique et télécommunications et ceux liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...) continuent d'enregistrer une diminution de leur demande d'emploi (de -5,3 % à -1,3 %).

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+38 920) sont celles des métiers de la gestion, administration des entreprises (+46 750) et ceux de la communication, information, art et spectacle (+10 060).

* Les séries de demandeurs d'emploi par métier recherché ont été affectées par un incident de production. Les données de l'année 2024 sont donc à interpréter avec précaution et sont susceptibles d'être révisées.

Avertissement: La répartition sectorielle de la demande d'emploi et son évolution doivent être interprétées avec la plus grande précaution du fait d'un accroissement significatif du nombre de modalités « non renseignée ». Le nombre d'informations manquantes est réparti dans les différents secteurs proportionnellement au poids de ces derniers dans l'ensemble.

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



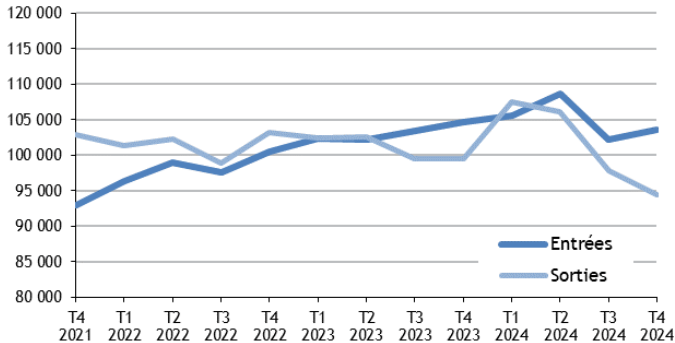
Lecture : au 4^e trimestre 2023, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 6,9 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre diminue de 5,3 % sur le trimestre et de 3,6 % sur l'année.

Les entrées et les sorties de France Travail au 4^e trimestre 2024

Entre le troisième trimestre 2024 et le quatrième trimestre 2024, l'augmentation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une augmentation des entrées* (-1,3 % après -5,9 %) couplée à une diminution des sorties* (-3,4 % après -7,8 %).

Sur un an, la baisse du nombre d'entrées** (-1,0 %) s'explique en grande partie par la diminution des retours d'inactivité (-9,5 %) et des fins de contrats d'intérim (-5,9 %) qui constituent à eux seuls un cinquième du total des entrées. Parallèlement, la baisse des reprises d'emploi (-17,0 %), des entrées en stage (-16,7 %), et des radiations administratives (-14,5 %) contribue à expliquer la diminution du nombre de sorties** (-5,1 %), ces motifs représentant un tiers de l'ensemble des sorties. .

Nombre moyen des entrées et des sorties** des catégories A, B et C de France Travail (Île-de-France, données CVS-CJO)

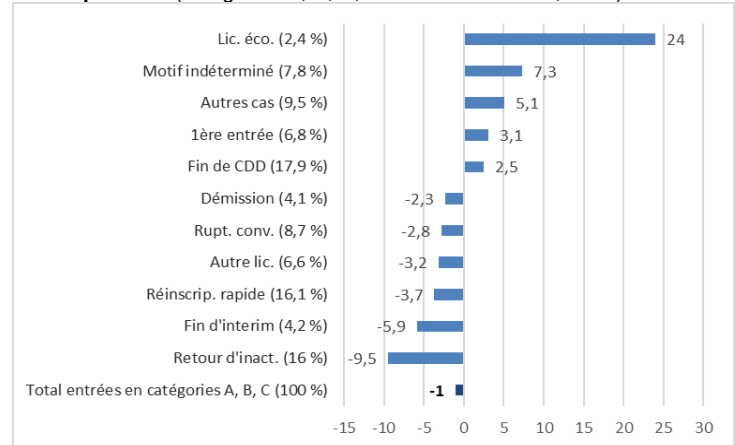


* L'ampleur des variations des motifs d'entrée et de sortie est traditionnellement importante, en particulier pour les motifs représentant une petite part de l'ensemble. C'est par exemple le cas pour les licenciements économiques, qui augmentent de 24 % mais ne représentent que 2,4 % des motifs d'entrée.

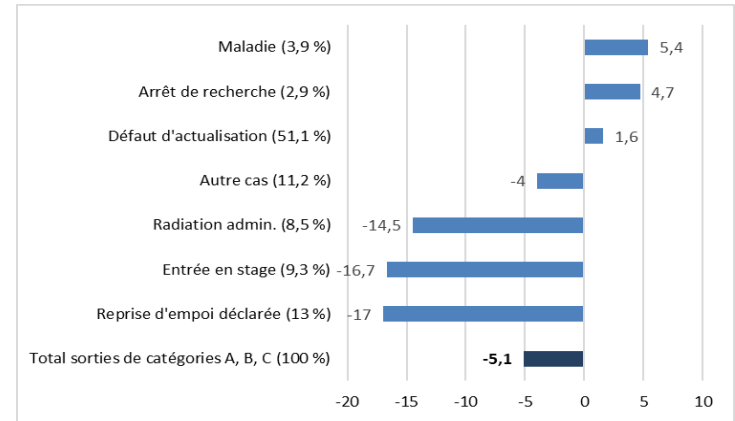
**Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Variation sur un an des entrées à France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



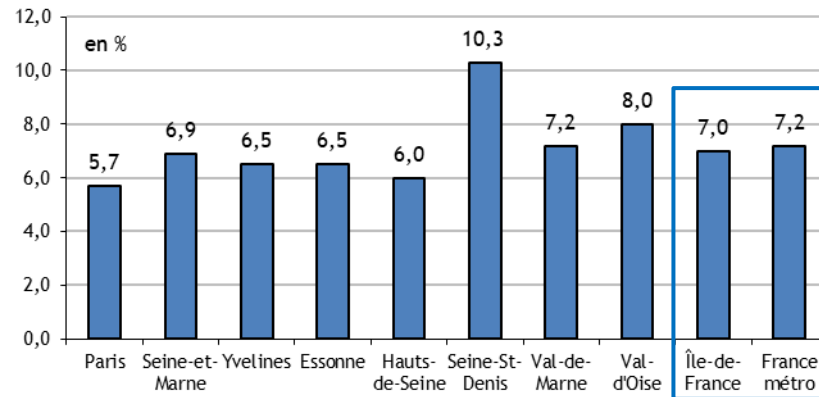
Le taux de chômage au 3^e trimestre 2024

Au troisième trimestre 2024, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente de 0,1 point à 7,0 % de la population active. En France métropolitaine, le taux de chômage augmente à nouveau (+0,1 point, soit 7,2 % de la population active).

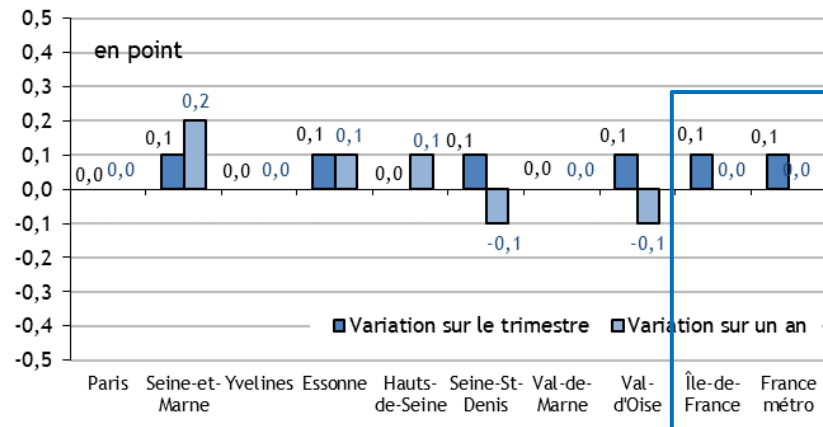
Sur le trimestre, le taux de chômage est stable dans la moitié des départements franciliens, dans l'autre moitié, il augmente de 0,1 point. Sur un an, le constat est quasi identique à part une hausse légèrement plus élevée en Seine-et-Marne et une légère baisse en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise. Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,3 %), dans le Val-d'Oise (8,0 %) et le Val-de-Marne (7,2 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,0 %).

Le taux de chômage est stable ou augmente de 0,1 à 0,2 point dans l'ensemble des régions métropolitaines. L'Île-de-France ne se distingue donc pas de la dynamique métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 3^e trimestre 2024
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 3^e trimestre 2023 et le 3^e trimestre 2024 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 4^e trimestre 2024

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

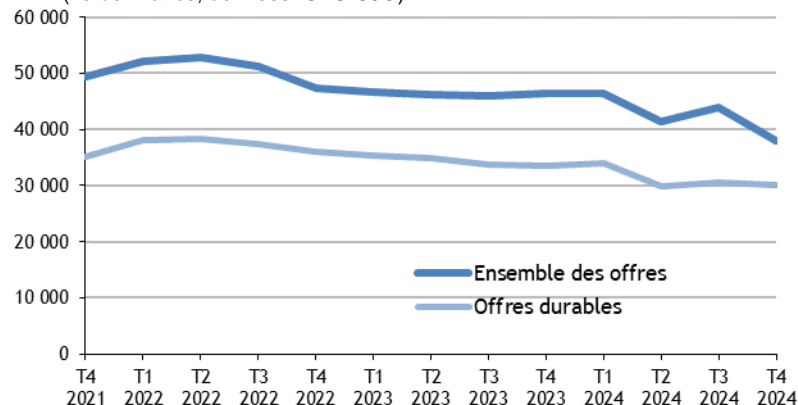
Au quatrième trimestre 2024, 37 930 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 30 210 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue fortement par rapport au trimestre précédent (-13,8 % après +6,2 %). Parmi ces offres, celles qui sont durables diminuent moins fortement dans l'ensemble de l'Île-de-France (-0,9 % après +1,7 %) et augmentent même fortement dans le Val-de-Marne (+11,3 %),

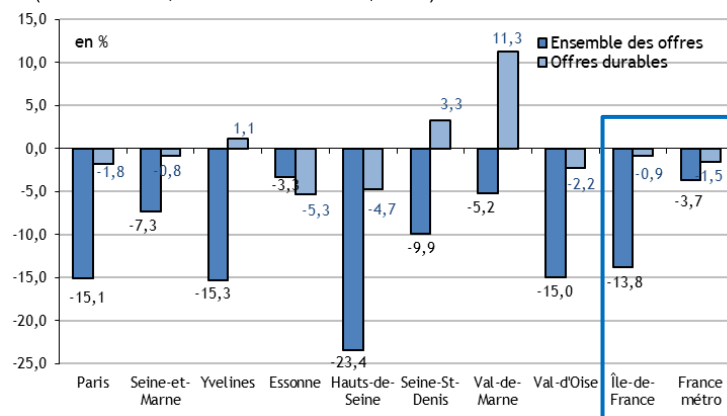
Au sein de la région, les départements enregistrant les plus fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre sont les Hauts-de-Seine (-23,4 %), les Yvelines (-15,3 %) et Paris (-15,1 %). À l'inverse, la diminution est moins importante dans le Val-de-Marne (-5,2 %) et en Essonne (-3,3 %).

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 4^e trimestre 2024

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,35 point en moyenne au quatrième trimestre 2024, soit 35 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

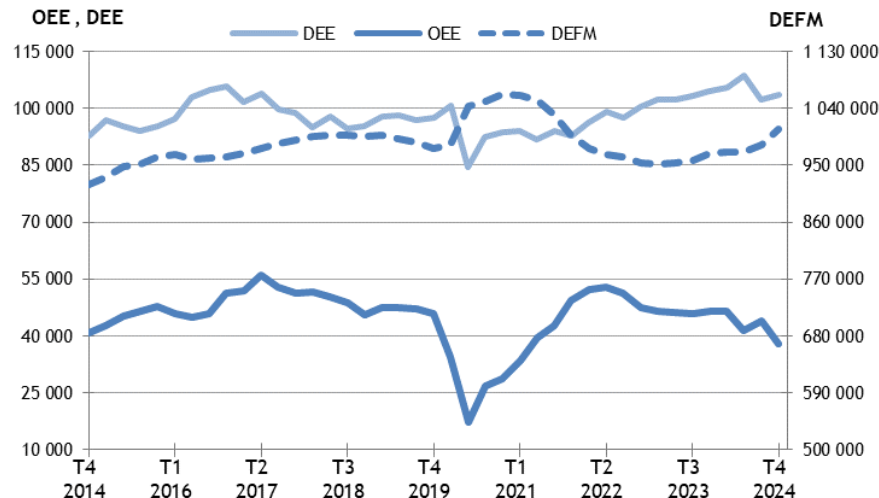
Ce ratio « offres sur demandes » diminue par rapport au trimestre précédent (0,38) et par rapport au T3 2023 (0,42). La nette diminution du nombre d'offres collectées (-13,8 %) couplée à l'augmentation du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+1,3 %) expliquent la diminution de ce ratio.

Le taux d'écoulement* diminue de 1,2 point sur le trimestre : 54,5 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au quatrième trimestre 2024. Ce taux est également inférieur à son niveau du quatrième trimestre 2023 (55,5 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 79,0 %. Il perd 7,5 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (65,1 %) est moins élevé qu'au trimestre précédent (66,0 %) mais bien plus faible qu'au quatrième trimestre 2023 (69,7 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

*Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.

Les tensions selon les métiers au 4^e trimestre 2024

Indicateurs de tension au 4 ^e trimestre 2024 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T4 2023 (1)	Taux de tension au T4 2024	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T4 2024(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T4 2024 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T4 2024	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T4 2024 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,75	0,64	95,7	51,9	8 234	9,7	-6,3	59,6
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,70	1,66	81,4	60,4	9 278	-8,2	-14,3	66,2
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,05	0,78	89,0	52,7	5 254	3,5	-21,8	63,4
Conducteurs de véhicules	0,32	0,31	81,1	56,1	43 819	-2,9	-12,3	78,8
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,34	0,20	85,1	49,0	43 685	12,0	-37,0	63,6
Ingénieurs de l'informatique	0,55	0,27	96,3	53,3	23 105	8,1	-52,1	55,3
Personnels d'études et de recherche	0,38	0,25	90,6	54,1	7 581	9,5	-27,6	55,3
Cadres de la banque et des assurances	0,09	0,12	89,8	46,6	4 201	12,8	45,5	70,1
Vendeurs	0,42	0,33	72,7	58,5	36 172	-2,3	-24,5	66,3
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,39	0,34	82,7	59,8	21279	-2,9	-17,5	75,7
Agents de sécurité et de gardiennage	1,54	0,47	85,4	56,9	18 461	1,3	-68,6	84,2
Agents d'entretien	0,22	0,22	58,0	63,2	27 931	-21,8	-23,0	72,1
Professionnels des arts et des spectacles	0,21	0,06	64,8	35,4	96 936	1,5	-72,0	68,1
Aides-soignants	0,35	0,41	86,2	57,7	14 159	1,5	18,0	66,8
Ensemble des familles professionnelles	0,42	0,35	79,0	54,5	1 015 980	-0,6	-18,3	65,1

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,64 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 4^e trimestre 2024, contre 0,75 au 4^e trimestre 2023 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 58,5 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 4^e trimestre 2024.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Au quatrième trimestre 2024, les tensions diminuent. Elles demeurent néanmoins élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 1,66 et 0,78 offres pour 1 demande). Respectivement 81,4 % et 89,0 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 79,0 % dans l'ensemble des métiers. Sur le trimestre et sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes diminutions concernent les métiers d'agents de sécurité et de gardiennage (0,47 offres pour 1 demande ce trimestre, soit -1,07 point sur l'année). Pour ces derniers, il s'agit un retour à la normale après avoir connu un accroissement exceptionnel en lien avec l'organisation des JOP 2024.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 3^e trimestre 2024

Plus de 2 260 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2024 en Île-de-France, dont 573 300 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au troisième trimestre 2024, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en hausse en Île-de-France par rapport au même trimestre 2023 (+2,6 %). En revanche, il diminue pour les seuls contrats durables (-2,0 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

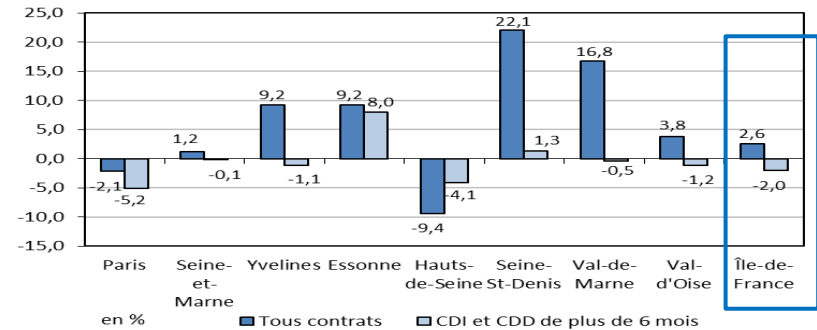
Au sein de la région, tous les départements enregistrent une hausse du nombre de contrats sur la période, à l'exception de Paris et des Hauts-de-Seine. Dans les Hauts-de-Seine, le nombre d'intentions d'embauches recule de 9,4 % sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables baissent dans la construction (-4,4 %), dans le commerce (-2,6 %) et dans l'industrie (-0,7 %).

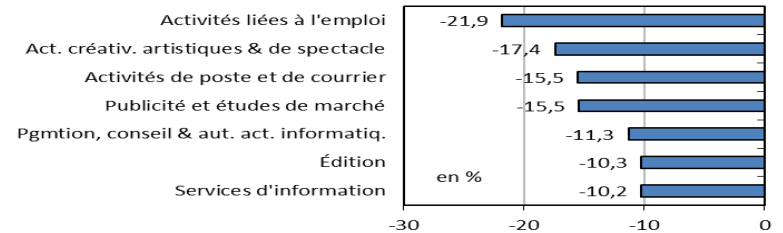
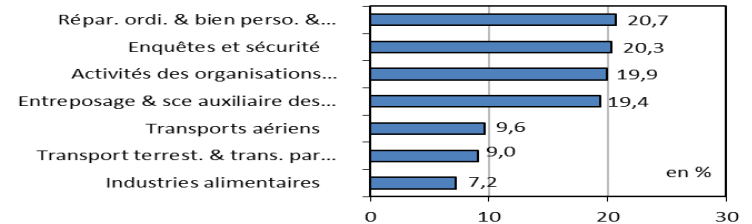
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (réparation d'ordinateurs et de biens personnels, enquêtes et sécurité, activités des organisations associatives) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (activités liées à l'emploi, activités créatives, artistiques et de spectacle et activités de poste et de courrier)*.

* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T3 2024 / T3 2023)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs 7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T3 2024 / T3 2023)



L'emploi salarié au 3^e trimestre 2024

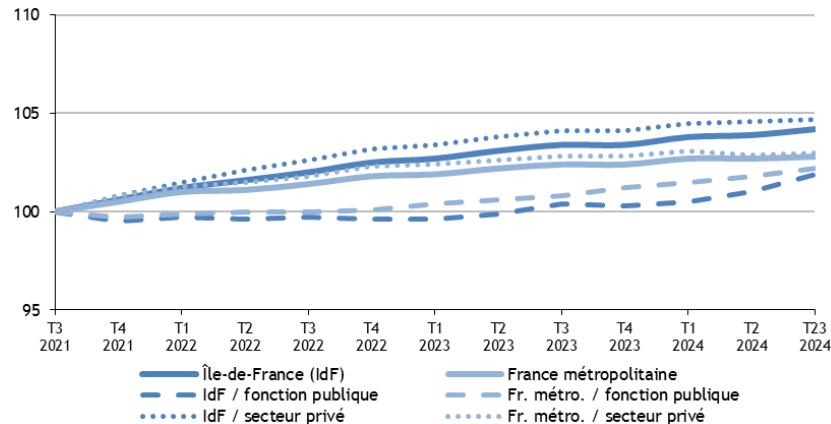
Au troisième trimestre 2024, en Île-de-France, l'emploi salarié accélère sa croissance: +0,3 % après +0,1 % , soit +16 300 emplois. La hausse de ce trimestre est quasi totalement portée par le secteur public (+0,9 % après +0,4 %) tandis que le secteur privé continue d'être quasi stable à +0,1 %.

En France métropolitaine, c'est également le maintien du rythme de croissance du secteur public (+0,4 %) qui permet une légère reprise de la croissance de l'emploi (0,2 % après -0,1 %) tandis que le secteur privé est quasi stable (+0,1 %).

À l'échelle départementale, l'Essonne et le Val-de-Marne enregistrent les plus fortes progressions de l'emploi salarié (+0,5% en Essonne et +0,4% dans le Val-de-Marne).

De façon générale, l'activité économique est légèrement plus dynamique en Île-de-France que dans les autres régions métropolitaines ce trimestre.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 3^e trimestre 2021)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2024	T3 2024 / T2 2024		T3 2024 / T3 2023	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 998 230	3 740	0,2	9 810	0,5
Seine-et-Marne	509 910	1 350	0,3	3 500	0,7
Yvelines	541 030	1 090	0,2	3 420	0,6
Essonne	499 010	2 600	0,5	3 460	0,7
Hauts-de-Seine	1 174 700	3 170	0,3	8 270	0,7
Seine-Saint-Denis	681 740	1 450	0,2	8 970	1,3
Val-de-Marne	554 860	2 350	0,4	3 060	0,6
Val-d'Oise	421 160	560	0,1	5 670	1,4
Île-de-France	6 380 650	16 300	0,3	46 150	0,7
France métro.	26 548 760	48 530	0,2	126 940	0,5

L'emploi salarié par secteur au 3^e trimestre 2024

Au troisième trimestre 2024, les évolutions de l'emploi par secteurs en Île-de-France sont contrastées. L'emploi francilien augmente (+0,3 %, soit +16 300 salariés). Ce sont les emplois du tertiaire non marchand (+14 320 salariés) qui contribuent principalement à cette hausse, suivis des services marchands hors intérim (+4 410 salariés). Les secteurs du commerce (-860 salariés), de la construction (-830 salariés) et de l'industrie (-530 salariés) sont en baisse.

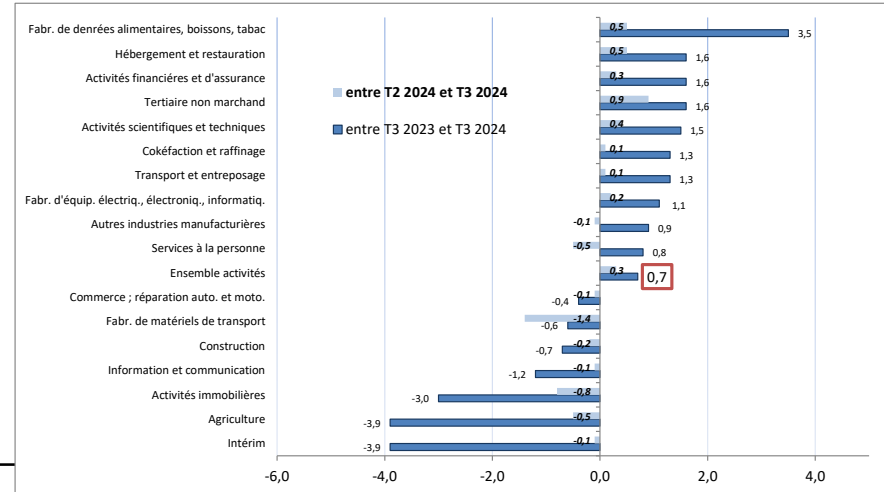
Sur le plus long terme, c'est également le secteur tertiaire non marchand qui enregistre la plus forte progression, et deux secteurs se démarquent: l'industrie, qui, malgré une légère baisse ce trimestre, enregistre une forte hausse sur l'année (+1,1 %), et les services marchands hors intérim (+0,9 % sur un an). À l'inverse, le secteur de la construction continue de subir une baisse d'emplois ce trimestre (-0,2 %) et sur l'année (-0,7 %).

Au sein des services marchands hors intérim, l'augmentation repose presque intégralement sur celles des *Activités scientifiques et techniques* (+4 460 salariés) et de *Hébergement et restauration* (+1 750 salariés). À l'inverse, le secteur des *Services à la personne* (-2 070 salariés) et celui des *Activités immobilières* (-600 salariés) continuent de peser négativement dans l'ensemble.

Dans l'industrie, qui connaît sa première baisse de l'emploi salarié depuis le 2^e trimestre 2022, c'est le sous-secteur de la *Fabrication de matériels de transport* (-960 salariés) qui explique l'intégralité de la baisse tandis que celui de la *Fabrication de denrées alimentaires, boissons, tabac* (+290 salariés) contribue à limiter cette baisse.

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2024	T3 2024 / T2 2024		T3 2024 / T3 2023	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 460	-30	-0,5	-220	-3,9
Industrie	440 190	-530	-0,1	4 960	1,1
Construction	338 780	-830	-0,2	-2 520	-0,7
Commerce	741 800	-860	-0,1	-2 840	-0,4
Services marchands hors intérim	3 132 370	4 410	0,1	27 020	0,9
Tertiaire non marchand	1 604 340	14 320	0,9	24 570	1,6
Intérim	117 710	-170	-0,1	-4 820	-3,9
Secteur privé	5 183 710	5 060	0,1	27 460	0,5
Fonction Publique	1 196 940	11 240	0,9	18 690	1,6
Ensemble des secteurs	6 380 650	16 300	0,3	46 150	0,7

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



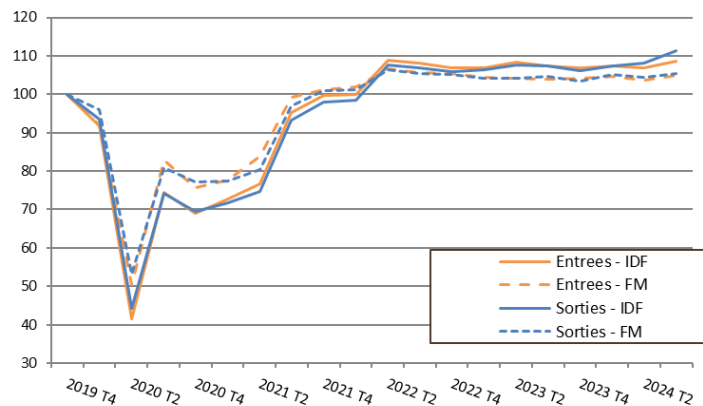
Les mouvements de main d'œuvre au 3^e trimestre 2024

Au troisième trimestre 2024, en Île-de-France, 2 051 610 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit +1,6 % par rapport au trimestre précédent (+1,2 % en France métropolitaine). 2 098 820 contrats prennent fin au troisième trimestre 2024, soit +3,0 % par rapport au trimestre précédent (+1,0 % en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties est à nouveau négatif ce trimestre, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

292 700 CDI sont signés, soit -5,2 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 337 700 CDI prennent fin (+3,4 %).

Mouvements de main d'œuvre (données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

	Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)				
		T3 2024	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Entrées	Ensemble	2 052	-0,6	0,4	-0,3	1,6
	Industrie	31	0,2	-2,1	-0,1	-5,3
	Construction	39	0,6	-3,3	-1,9	-0,8
	Tertiaire	1 982	-0,7	0,6	-0,3	1,8
	CDD	1 759	-0,9	0,6	0,2	2,9
CDI	293	0,7	-0,2	-2,9	-5,2	
Sorties	Ensemble	2 099	-1,0	1,2	0,7	3,0
	Industrie	35	-2,4	3,7	0,9	11,8
	Construction	46	-1,0	3,5	6,1	2,8
	Tertiaire	2 019	-1,0	1,1	0,6	2,9
	CDD	1 761	-1,2	0,5	0,6	2,9
CDI	338	-0,3	4,7	1,4	3,4	

L'activité intérimaire au 3^e trimestre 2024

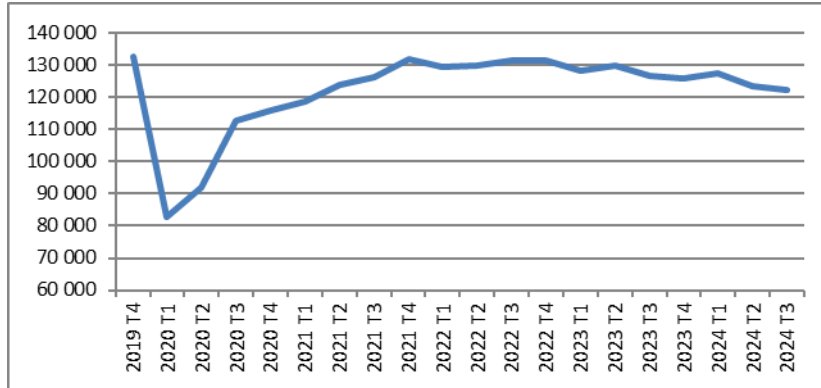
A la fin du troisième trimestre 2024, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 122 270 et diminue de 1,1 % (soit -1 390 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires diminue également (-0,9 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie diminue un peu moins fortement qu'au trimestre précédent (-1,4 % après -2,1 %, soit -240 intérimaires). Le sous-secteur de la *Fabrication de matériels de transport* (-250) contribue largement à la baisse du secteur.

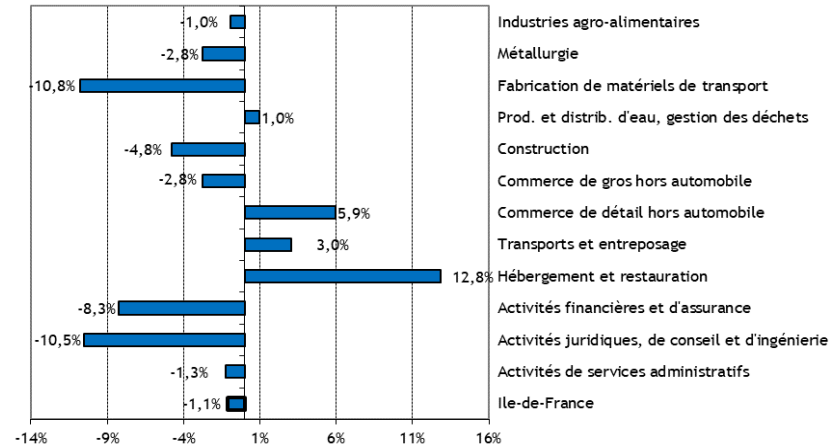
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires diminue encore très fortement (-4,8 % après -6,5 %, soit -1 130 intérimaires). C'est la deuxième plus forte baisse enregistrée depuis la sortie de la crise sanitaire. En France métropolitaine, le secteur ralentit sa décroissance après deux trimestres de fort recul (-0,8 % après -3,0 %).

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire est stable (0,0 % après -2,4 %). Cette stabilité est due à des évolutions contrastées parmi les sous-secteurs: de fortes hausses comme celui des transports et entreposage (+960 intérimaires) et de fortes baisses comme celui des activités financières et d'assurance (-450 intérimaires). En France métropolitaine, bien qu'elle soit ralentie, la baisse persiste dans l'ensemble du secteur (-0,4 %).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Les demandes d'activité partielle* au 4^{ème} trimestre 2024

Au cours du 4^e trimestre 2024, les services des Drieets/Ddets ont notifié 808 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales**, émanant de 800 établissements franciliens. Ce niveau diminue par rapport au trimestre précédent, cependant il demeure supérieur au nombre de demandes enregistrées avant la crise sanitaire.

Aucune de ces demandes ne sont liées aux Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP). Paris concentre 27 % des demandes d'autorisations d'activité partielle de la région, tandis que 26 % proviennent des départements de la petite couronne et 47 % des départements de la grande couronne.

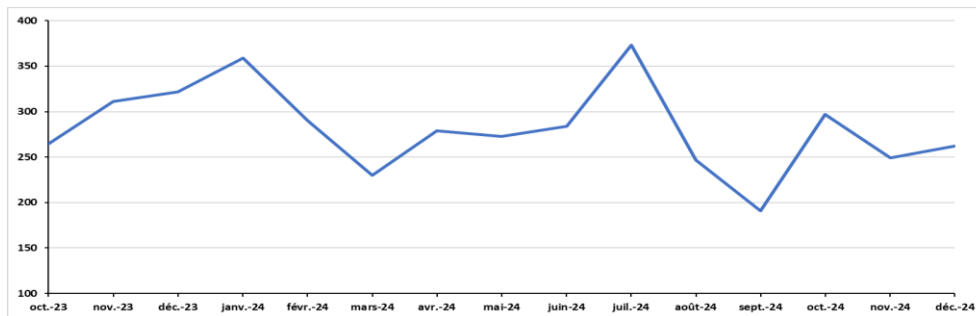
Trois secteurs concentrent à eux seuls près de la moitié des demandes d'autorisations régionales au quatrième trimestre 2024 : l'hébergement et la restauration (17 %), l'industrie manufacturière (15 %), ainsi que le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (15 %).

* La source des données relatives à l'activité partielle a été modifiée par rapport aux publications précédentes. Les données proviennent désormais de la DGEFP, et ne sont donc pas comparables aux publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SIAPART/ DSN.

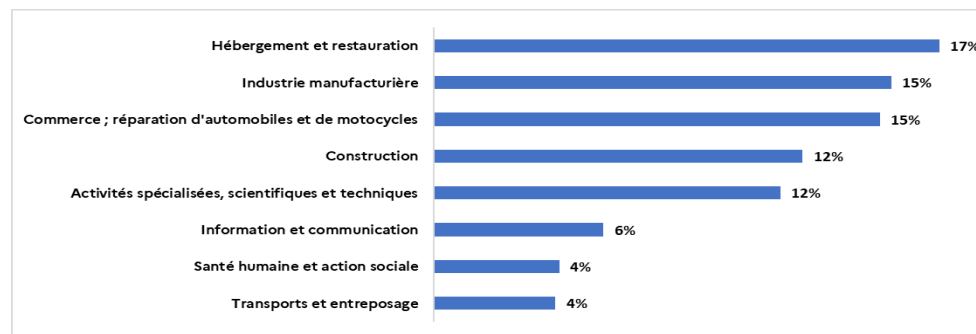
**Les demandes d'autorisations d'activité partielle initiales incluent les statuts suivants : refusée, validée, provisoire, retirée, refus de signer, en cours d'instruction UD et en attente d'instruction UD. Les avenants à ces demandes initiales, quelle que soit leur statut, en sont exclus.

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T4 2024	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	808	221	117	102	88	69	88	53	70
Octobre	297	89	32	41	34	20	38	16	27
Novembre	249	54	58	28	28	22	30	15	14
Décembre	262	78	27	33	26	27	20	22	29

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 4^e trimestre 2024



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 4^e trimestre 2024

Au quatrième trimestre 2024, 76 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 13 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 5 035 emplois menacés* par des PSE et 299 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire. En 2024, le nombre d'emplois menacés diminue très légèrement avec 21 400 emplois menacés.

Au quatrième trimestre 2024, le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (1 249), en proportion de l'emploi local qu'il représente, cela représente 0,17 % des salariés du secteur. Avec 494 emplois menacés, le secteur de la fabrication de matériels de transport est celui qui a sa part d'emplois menacés dans l'emploi local du secteur la plus importante (0,76 %). Si l'on ajoute les 904 emplois menacés dans le secteur des activités financières et d'assurances (soit 0,27 % de l'emploi local du secteur), ces trois secteurs représentent plus de la moitié des emplois menacés par des PSE et des RCC.

Au quatrième trimestre 2024, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine (1 582) et à Paris (1 522).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

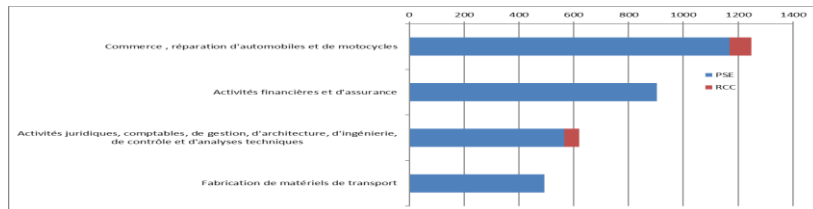
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T3 2024	76	34	2	10	3	15	7	2	3
PSE en 2024	261	92	14	22	12	64	29	14	14
RCC au T3 2024	13	5	0	2	1	5	0	0	0
RCC en 2024	54	21	1	5	3	21	2	0	1

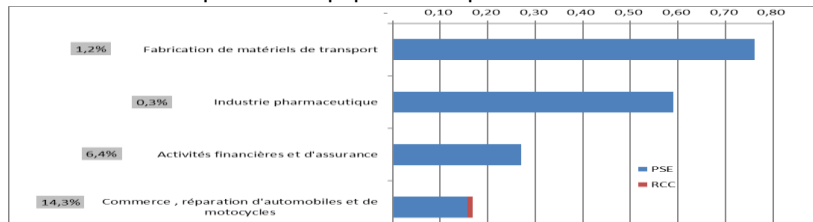
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T3 2024	5035	1407	528	728	372	1435	248	101	216
Emplois menacés par des PSE en 2024	17038	4833	1351	1558	955	5042	1588	692	1019
Emplois menacés par des RCC au T3 2024	299	115	0	0	37	147	0	0	0
Emplois menacés par des RCC en 2024	4363	620	18	895	395	2260	71	0	104

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T3 2024



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T3 2024



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)

Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Directeur de la publication :

Gaëtan RUDANT, Directeur régional et interdépartemental de la DRIEETS d'Île-de-France.

Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

Contributeurs : Raphaël DJEDJERO - Jérôme LEFRANC -Carla TAFIAL

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**